

ÉCONOMIE

Europe: la banque centrale se rebiffe

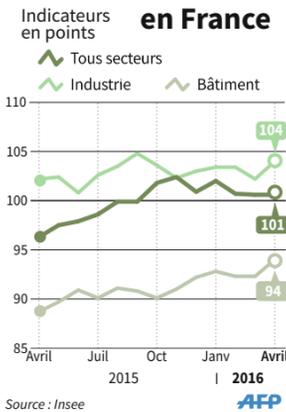


Mario Draghi

Quelques semaines après avoir musclé son action face à une inflation léthargique, la Banque centrale européenne (BCE) a demandé cette semaine qu'on « laisse du temps » à ses mesures pour dévoiler pleinement leurs effets. « Nos mesures fonctionnent, elles sont efficaces », a plaidé son président, Mario Draghi. Mais cela ne peut se faire tout seul. La politique de la BCE est « la seule à soutenir la croissance » depuis quatre ans, a-t-il regretté, reprochant aux gouvernements de ne pas avoir lancé les réformes structurelles indispensables. Le président de l'institution monétaire s'exprimait à Francfort à l'issue de la réunion régulière du conseil des gouverneurs, qui a décidé, sans surprise, de maintenir ses taux d'intérêt directeurs à leurs niveaux historiquement bas. Le taux central, baromètre du crédit en zone euro, est à zéro depuis le mois dernier, ce qui signifie qu'emprunter ne coûte pratiquement plus rien. Mais aussi que les placements ne rapportent plus, ou très peu, ce qui vaut à la BCE de vives critiques en Allemagne, pays où l'épargne est chérie. « Nous obéissons à la loi, pas aux politiques, parce que nous sommes indépendants », s'est défendu le président de la BCE, s'exprimant officiellement pour la première fois après une récente vague de critiques germaniques. Le débat pourrait se poursuivre puisque la banque centrale, mise en échec depuis de longs mois par une inflation désespérément basse, a encore promis d'utiliser « tous les instruments disponibles » dans le cadre de son mandat, « si nécessaire ». Mario Draghi a répété que les taux directeurs de l'institution pourraient tomber encore plus bas que leur niveau actuel. Objectif de toutes ces actions : faire circuler l'argent dans le bloc monétaire, stimuler le crédit, l'investissement et la consommation. Et en bout de chaîne, faire repartir les prix.

L'INDICATEUR

Climat des affaires en France



Être-ensemble ? « Bien souvent, le collectif ne tient pas sa promesse »

Dans « L'épreuve du collectif », le philosophe Gilles Hanus, spécialiste de Lévinas, s'interroge sur les différentes manières de vivre ensemble. Un travail précieux en ces temps troublés.

Faut-il penser comme Schopenhauer qu'être ensemble est un « pis-aller » ?

Chacun de nous est d'abord lui-même, c'est-à-dire ce que personne d'autre ne saurait être à sa place. Chaque existence singulière a une saveur propre pour qui la vit, et la saveur des autres existences n'échappe nécessairement. Pourtant, chacun est plongé dans des tas de relations. L'être-ensemble est donc un fait, y compris pour celui qui, isolé, se désolé d'en être exclu. Mais ce fait, nous pouvons le vivre de diverses manières.

Par exemple ?

Dans bien des cas, les ensembles auxquels nous appartenons ne font pas l'objet d'un choix. Nous en sommes, voilà tout, et nous y tenons un rôle que nous assumons ou qui nous pèse parfois. Dans mon livre, j'interroge les différentes formes de l'être-ensemble. Elles ne sont pas toutes des pis-aller, mais certaines le sont parce que l'appartenance à un collectif semble nous donner une existence plus vaste et, en un sens, nous justifie. Mais ce dépassement de soi peut être illusoire.

« La vérité n'est pas un bien dont on peut jouir seul »

Pourquoi ?

Parce qu'en se fondant dans la masse, on finit par perdre sa propre saveur. C'est ce que j'appelle le conformisme. Certains adoptent une autre attitude qui consiste à revendiquer leur singularité face au collectif. C'est ce que j'appelle l'aristocratie. Je montre les limites de ces deux attitudes qui ont en commun de ne pas penser le rapport de l'homme au collectif. La pre-



► « L'être-ensemble est un fait, y compris pour celui qui, isolé, se désolé d'en être exclu », explique Gilles Hanus dans un livre qui répond à l'une des questions clés de l'avenir de nos sociétés.

mière parce qu'elle choisit le collectif contre l'homme, la seconde parce qu'elle fait le choix contraire.

Passer du « je » au « nous » est tout l'enjeu du collectif. En quoi ce passage est-il une épreuve ?

Tout groupement d'hommes donne une certaine image de ce que pourrait être une réelle communauté. C'est la promesse du collectif. Mais bien souvent le collectif ne tient pas sa promesse. Voilà l'épreuve : ce passage d'une promesse à une déception. Maintenant, je ne pense pas que cette déception constitue le dernier mot. Il faut parvenir à rappeler au collectif sa promesse pour lui éviter de s'ossifier.

Quel rôle peut jouer

le dialogue ?

C'est par le dialogue que la philosophie, en tout cas sous sa forme socratique, a pensé le lien entre sujets. Solitaire, l'âme ne saurait se tenir à l'écart des autres car la pensée implique l'interlocution. La vérité n'est pas un bien dont on pourrait jouir seul, elle n'éclôt que sous le coup des questions qu'un autre m'adresse ou de celles que nous nous posons ensemble. D'où l'importance de la figure de l'enseignant pour concevoir ce que Lévinas appelle la socialité. Il y a dans le face à face du dialogue quelque chose qui rend plus difficile l'identification diffuse au collectif, parce que je ne peux dialoguer sans être présent à ce

que je dis et à ce que l'on me dit. On y sort donc de sa fondamentale solitude sans céder à l'ivresse de l'appartenance collective.

Le livre analyse l'être-ensemble du point de vue économique et politique. Et vous semblez en tirer un constat d'échec. Qu'en est-il ?

Les collectifs économique (le marché) et politique (Parti, société, État) ont produit une indiscutable déception : les crises auxquelles nous sommes confrontés le montrent suffisamment. On peut le regretter, mais cette nostalgie empêche de nouvelles formes, inédites, d'éclorre. Pour cette raison, je me méfie des postures nostalgiques, quelle que soit leur forme.

Recueilli par Serge Bonnery
► Gilles Hanus, *L'épreuve du collectif*. Editions Verdier. 96 pages. 14 euros.

L'étude commune

La communauté d'étude est, selon Gilles Hanus qui le démontre dans son livre, une voie possible vers le collectif. « Étudier ensemble », dit-il, « c'est susciter des espaces communs de réflexion ». « L'étude commune », poursuit-il, « permet de redonner aux collectifs une certaine vigueur en les poussant à accomplir ce qu'ils promettent. A défaut d'éclairer le monde dans sa totalité, elle permet de multiplier les sources de lumière ». Tous les ans au mois d'août, en prélude au Banquet du livre de Lagrasse, Gilles Hanus dirige un séminaire de philosophie. « L'esprit du séminaire, c'est susciter une telle communauté d'études », explique-t-il. « Hommes et femmes de tous horizons se retrouvent autour de textes dont la compréhension s'effectue collectivement. Chacun est requis dans sa singularité, mais celle-ci est immédiatement exposée aux autres. Ainsi, chacun, quelles que soient par ailleurs ses opinions, fait l'épreuve d'un dialogue en acte, qui le force à penser plus loin qu'il ne le ferait seul ».



► Gilles Hanus enseigne la philosophie. Il est directeur des cahiers d'études lévinassiennes. Photo S. Bassouls

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE A ENCORE IRRITÉ LA GAUCHE CETTE SEMAINE

Emmanuel Macron peut-il rester à Bercy ?

Deux semaines après avoir lancé son mouvement, En marche !, le turbulent ministre de l'économie a provoqué stupeur et colère dans la majorité en affirmant ne pas se sentir l'« obligé » de François Hollande, tout en protestant de sa loyauté, au point de susciter des interrogations sur son maintien au gouvernement.

En déplacement à Varsovie vendredi, Emmanuel Macron a fait œuvre de loyauté à l'égard du chef de l'Etat. « Certains et certaines voudraient utiliser le moindre mot, la moindre initiative pour fragiliser le président de la République. (...) Qu'on commente, qu'on observe, mais de grâce, qu'on n'affaiblisse pas le président de la République, qu'on ne m'utilise pas pour l'attaquer, c'est indigne », a-t-il lancé à des journalistes. Proclamer dans la presse qu'un ministre n'est pas

« l'obligé » du président de la République, une semaine à peine après avoir été rappelé à l'ordre - « il sait ce qu'il me doit », avait rappelé François Hollande sur France 2 - n'est pourtant pas le « moindre » des mots pour un membre de l'exécutif. Il a en tout cas suffi pour susciter le courroux de quelques-uns de ses collègues.

« Il joue sa carte »

Stéphane Le Foll, qui lance lundi un mouvement de soutien au chef de l'Etat, a sommé le jeune ministre de « s'expliquer » sur le terme « obligé ». Le chef de la diplomatie Jean-Marc Ayrault l'a appelé de son côté à « une exemplarité de comportement ». « Il joue sa carte, tout le monde a compris. Il ne peut pas rester, il ne veut pas rester », croit même savoir un membre du gouvernement. Emmanuel Macron avait évo-



► Dedans-dehors : Macron cherche la bonne distance.

qué dès jeudi une phrase « sortie de son contexte ». Mais le groupe Ebra, qui a publié l'entretien, a confirmé cette expression « telle que prononcée » par l'intéressé. Ses collègues au gouvernement n'avaient pas attendu cette nouvelle péripétie pour prendre leurs distances, telle la ministre de l'Education Na-

jat Vallaud Belkacem, en désaccord avec le « ni droite, ni gauche » prôné par son collègue lors du lancement de *En marche !* le 6 avril.

L'irritation au sein de la majorité n'est pas non plus une nouveauté, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis étant coutumier des sorties ciselées contre le ministre de l'Economie. « Le jeu, ce n'est pas d'être compatible avec Alain Juppé mais de l'empêcher de gagner », a-t-il prévenu cette semaine après les propos de M. Macron pour la suppression de l'impôt sur la fortune.

« Recours »

Cette nouvelle sortie du ministre est intervenue quelques heures après une visite d'entreprise à Chartres lors de laquelle il a semblé voler la vedette à François Hollande. Quelques heures aussi après la publication d'un sondage qui en faisait la person-

nalité de gauche préférée des Français pour l'élection présidentielle de 2017.

Le chef de l'Etat dira « à la fin de l'année » s'il sollicite ou non un second mandat. « Si Hollande est candidat, Macron n'ira pas. Je n'ai aucune inquiétude », assure un ancien ministre. Même certitude à l'Elysée. Mais si le président sortant renonce, « il ne s'interdit pas d'être un recours », estime de son côté un député socialiste. Ce qui ne manquerait pas d'exacerber la rivalité avec le Premier ministre Manuel Valls.

En attendant, « le monarque et son obligé devraient penser à la France », a tranché vendredi matin le député PS Jean Glavany, très remonté contre la « culture monarchique » du président et contre ce jeune ministre qui n'a « jamais été élu » et n'a donc « aucun rapport au peuple, à la légitimité du suffrage universel ».